



**LES VERT·E·S**

**CANTON DE BERNE**

**ENSEMBLE.**

**SOLIDAIRE.**

**ÉCOLOGIQUE.**

**ÉLECTIONS CANTONALES 2026**

**NOS PRIORITÉS VERTES**



# NOS PRIORITÉS POUR LE CANTON DE BERNE 2026-2030

Le canton de Berne, à la fois urbain et rural, est riche par ses paysages éblouissants et la diversité de ses régions, de ses cultures et de ses habitant-e-s. Il a l'opportunité d'être **un exemple en permettant des projets de vie divers, en apportant des solutions créatives à la protection du climat et en matière de préservation de nos ressources existentielles ainsi qu'en bâtissant une société solidaire.**

Hélas, la majorité bourgeoise au Conseil-exécutif et au Grand Conseil fait obstacle au développement durable. Elle retarde les mesures de protection du climat, détricote le service public, épargne sur la santé et la formation, réduit les impôts des riches et rate le tournant énergétique.

Il faut d'urgence changer de cap. Voilà ce pour quoi les VERT-E-S s'engagent.

Nous voulons un canton de Berne qui fasse de la protection du climat sa priorité, favorise la biodiversité et l'économie verte et se montre solidaire envers les minorités, les personnes en conditions de vie précaires et les réfugié-e-s. Un canton synonyme de politique sociale forte, de prise en charge médicale de qualité pour toutes et tous, d'accueil extrafamilial des enfants fiable et de formation hors pair. Nous voulons utiliser le potentiel inexploité et faire progresser ensemble le canton de Berne. **Nous assumons nos responsabilités. Aujourd'hui, demain et pour les générations futures.**





## **PROTÉGER LE CLIMAT ET ACCÉLÉRER LA TRANSITION DE LA MOBILITÉ**

Grâce aux VERT-E-S, le canton de Berne a inscrit l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050 dans sa Constitution : le gouvernement doit adopter une stratégie climatique et investir dans la transition énergétique. Le contre-projet à l'initiative solaire des VERT-E-S a rendu le photovoltaïque obligatoire au moins pour les nouvelles constructions. Nous nous battons aux côtés de la population et des paysan-ne-s affecté-e-s contre la construction de routes démesurées à Aarwangen et à Berthoud. Même le refus de l'extension des autoroutes par le peuple bernois montre que les projets routiers surdimensionnés n'ont plus leur place aujourd'hui !

Canicules, intempéries, éboulements, inondations, mauvaises récoltes et fonte des glaciers : les conséquences de la catastrophe climatique sont perceptibles et visibles, y compris dans notre canton. Il faut agir plutôt que réagir. Chaque année, nous investissons des millions dans la protection contre les inondations et la surveillance des régions de montagne. Dans le même temps, la politique climatique stagne, faute de volonté politique et de priorités financières sensées. Nous en payons le prix chaque jour. L'énergie du soleil, du vent et de l'eau, la mobilité publique, le vélo et une urbanisation ciblée contre les îlots de chaleur ne servent pas seulement à assurer notre avenir, mais aussi à faciliter notre quotidien dès aujourd'hui.



## NOS ENGAGEMENTS :

- Repenser la politique énergétique: légiférer pour un remplacement plus rapide des chauffages à énergie fossile, adopter des directives pour une meilleure efficacité énergétique des entreprises et des administrations, encourager les nouvelles technologies.
- Donner une direction claire aux BKW et à tous les autres fournisseurs d'électricité: le photovoltaïque doit être soutenu et subventionné adéquatement, tandis que les énergies fossiles et le nucléaire doivent être entièrement abandonnés.
- Prendre des mesures pour mieux affronter les événements climatiques extrêmes, plus fréquents, et protéger les groupes vulnérables: faciliter l'accès à l'eau dans l'espace public, désimperméabiliser les sols, créer de l'ombre et des espaces verts, sensibiliser les personnes directement concernées et les instances politiques au sein des communes.
- Accélérer le déploiement des pistes cyclables pour que la proportion de vélos passe de 9 à 20 % du trafic.
- Créer des zones 30 km/h dans tous les villages, villes et agglomérations, des zones de rencontre à 20 km/h dans les quartiers et réduire de la vitesse sur les routes cantonales, pour une meilleure qualité de vie et plus de sécurité.
- Étoffer l'offre de transports publics en priorité dans les agglomérations et les zones rurales, réduire le prix des abonnements pour les jeunes ainsi que pour les familles et autres personnes à faibles revenus.





## **RENDRE LA FISCALITÉ PLUS ÉQUITABLE, FAVORISER L'ÉCONOMIE VERTE**

Le canton de Berne jouit d'une bonne situation financière. Ces dernières années, les VERT-E-S ont encore et toujours réussi à débloquer des fonds ciblés pour des causes importantes et rendu possibles des projets que le camp bourgeois n'avait pas planifiés. Citons notamment le soutien des soins infirmiers ou l'étoffement des offres de psychiatrie pour enfants et adolescent-e-s. Nous avons pu empêcher la suppression de l'impôt paroissial pour les entreprises, qui aurait entraîné une réduction des prestations sociales. La promotion de l'innovation a également été renforcée, ce qui marque un progrès important pour la politique économique.

La doctrine financière de la majorité bourgeoise est implacable: elle fait passer les cadeaux fiscaux aux riches et aux grandes entreprises avant tout, quand bien même de nombreuses études montrent que le canton de Berne ne pourra jamais rivaliser dans la course au dumping fiscal. Au contraire, il faut investir pour assurer l'avenir de notre canton et mettre en place des programmes d'impulsion ciblés en faveur d'une économie verte. Les secteurs économiquement importants du canton de Berne, comme la medtech, le tourisme, l'industrie et l'agriculture, ont besoin d'un environnement favorable cadré par une réglementation ciblée pour les rendre plus écologiques et plus socialement responsables.





## NOS ENGAGEMENTS :

- Mettre en œuvre le Green New Deal, un programme d'impulsion pour l'économie verte. 240 millions de francs annuels issus du bénéfice de la Banque nationale doivent être investis dans le virage climatique.
- La Promotion économique bernoise soutient exclusivement des projets qui répondent aux critères de durabilité et de compatibilité avec les objectifs climatiques.
- Renoncer à faire des cadeaux fiscaux aux riches et aux grandes entreprises et au contraire alléger progressivement la charge fiscale des foyers modestes et du nombre croissant de personnes qui dépendent des prestations complémentaires.
- Se diriger vers une fiscalité plus équitable en supprimant les privilèges fiscaux des riches, mettre en place un impôt sur les grandes successions et lancer une réforme écologique de la taxe sur la circulation routière.
- Investir suffisamment chaque année pour assurer la pérennité des infrastructures étatiques, renoncer à freiner inutilement les dépenses et l'endettement.
- Lancer des projets pilotes d'économie circulaire avec le concours des entreprises et de la population, élaborer et mettre en œuvre une véritable stratégie de promotion du tourisme durable conjointement avec les communes touristiques.



## **AMÉLIORER LA COHÉSION SOCIALE, RENDRE LA SANTÉ ACCESSIBLE**

Durant la dernière législature, les VERT-E-S ont réussi à faire passer l'aide sociale minimale de 977 à 1006 francs. Le Conseil-exécutif doit désormais recenser le taux de pauvreté et prendre des mesures pour le réduire. Nous avons même rassemblé une majorité pour forcer le Conseil-exécutif à étudier une plus forte réduction des primes. En matière de santé, nous avons réussi à sauver des offres psychiatriques importantes et à renforcer le travail social en clinique.

Entre 10 et 15 % des habitant-e-s du canton de Berne vivent dans la pauvreté ou juste au-dessus du minimum vital. Cette situation s'est aggravée ces dernières années, sans que le canton ne réagisse adéquatement. Les communes, les églises et la société civile sont forcées d'intervenir. En parallèle, le canton essaie de privatiser nombre de domaines de la politique sociale et de les réorganiser selon une logique de marché, sous la houlette du conseiller d'État Pierre-Alain Schnegg. Le secteur de la santé est sévèrement sous-financé, notamment à cause des mesures d'économie passées. Nous avons besoin de solutions nouvelles qui profitent à toutes et à tous. Nous avons besoin d'un tissu social robuste à la campagne et en ville, pour que la solidarité et l'opportunité remplacent la solitude et la pauvreté.





## NOS ENGAGEMENTS :

- Offrir des prestations complémentaires aux familles précaires financièrement.
- Renforcer les réductions de primes, de sorte qu'aucun foyer ne doive payer plus de 10 % de son revenu à l'assurance-maladie.
- Développer les centres de santé ambulatoires pour un accès local aux soins de base et encourager l'installation de généralistes dans les régions délaissées, étoffer l'offre de soins psychologiques et psychiatriques dans tout le canton.
- Améliorer les salaires et les conditions de travail du personnel soignant dans les EMS et les hôpitaux.
- Ouvrir davantage de places de formation pour les professions médicales ou soignantes, les rendre plus attrayantes et accessibles.
- Prendre des mesures pour que les personnes qui ont droit à l'aide sociale puissent effectivement en bénéficier, renforcer les offres sociales selon les besoins, pérenniser l'intégration professionnelle au lieu de la libéraliser.



## **VIVRE LA DIVERSITÉ ET RESPECTER LA DIGNITÉ HUMAINE**

En 2024, le Grand Conseil a décidé, les VERT-E-S à l'appui, de donner le droit de vote au niveau communal aux personnes qui n'ont pas de passeport suisse et aux jeunes de moins de 18 ans. Le Conseil-exécutif doit encore mettre en œuvre cette décision. L'égalité progresse elle aussi : une part plus importante des frais de crèche peut être déduite des impôts. Les crèches elles-mêmes recevront plus d'argent pour s'occuper des enfants, tandis que davantage de bons de garde seront accordés. Le canton doit maintenant réfléchir à un service pour les personnes handicapées et s'assurer que tous les enfants reçoivent une éducation sexuelle adéquate.

Des progrès modestes sont possibles en matière de politique de l'égalité. Il faut cependant davantage de moyens pour permettre aux moins privilégié-e-s de concilier vie professionnelle et vie familiale. Il est par ailleurs urgent de créer suffisamment de places de protection pour les victimes de violences fondées sur le genre. La politique migratoire du canton est affectée par les partisans d'une ligne dure et restrictive, le conseiller d'État Philippe Müller en tête. Ces dernières années, la prise en charge des réfugié-e-s a été massivement privatisée et réduite, si bien qu'ils et elles doivent parfois survivre dans des conditions indignes. Nous voulons une politique migratoire empathique qui soutient ces personnes au lieu de les expulser et qui leur offre de réelles perspectives.





## NOS ENGAGEMENTS :

- Rendre les crèches gratuites en intégrant l'accueil extrafamilial pour enfants dans le système de formation et inscrire un congé parental dans la loi.
- Accroître le financement des maisons d'accueil pour femmes et des services de conseil face à la violence fondée sur le genre, ouvrir une ligne d'urgence professionnelle disponible 24h/24.
- Proposer des logements plutôt que des centres d'asile, augmenter l'aide d'urgence, offrir des conditions dignes aux demandeurs d'asile déboutés, interdire les hébergements souterrains, octroyer davantage de moyens pour les cours de langue et l'intégration.
- Généraliser les programmes de sensibilisation contre le racisme et l'antisémitisme dans les écoles et les institutions de loisirs.



## **RENFORCER LA FORMATION ET LA CULTURE, DONNER LA PRIORITÉ AUX ENFANTS**

Grâce à notre directrice de l'instruction publique, Christine Häsler, nous avons obtenu une augmentation du salaire du corps enseignant, assorti à de meilleures conditions dont bénéficient aussi les directions d'écoles. La Haute école pédagogique a été rendue plus accessible aux personnes en reconversion et aux étudiant-e-s à temps partiel, tandis que le manque d'enseignant-e-s a été atténué. L'université et les hautes écoles se sont développées positivement, malgré un financement de base resserré par le canton. Les institutions et les acteurs du monde de la culture ont également reçu un soutien efficace durant des périodes difficiles (notamment la pandémie).

Malgré un nombre plus important d'élèves et des exigences croissantes pour les écoles, la majorité bourgeoise s'obstine à refuser d'accorder un financement approprié. Ce choix a des conséquences : il cause un manque de personnel enseignant, pédagogique et de direction, donc bien des écoles ne parviennent à accomplir leurs tâches que grâce à un fort engagement personnel, tandis que la scolarisation intégrative est mise sous pression. L'école obligatoire doit avoir suffisamment de ressources pour rendre les métiers de l'enseignement plus attractifs. Les hautes écoles du canton doivent elles aussi être renforcées, plus encore face aux coupes dans le budget fédéral. Dans le domaine culturel, des projets ambitieux, importants et coûteux sont en cours : agrandissement progressif du quartier des musées de Berne, rénovation d'institutions majeures comme le Musée d'histoire et le Kunstmuseum.





## NOS ENGAGEMENTS :

- Poursuivre progressivement l'augmentation des salaires des enseignant-e-s, réduire la taille des classes, généraliser le co-enseignement, renforcer le travail social dans toutes les communes.
- Mettre en place et financer des offres de développement de la petite enfance dans les communes pour favoriser l'égalité des chances.
- Assurer le financement des hautes écoles sans augmenter les taxes d'études, étoffer les bourses d'études.
- Reconnaître rapidement les diplômes étrangers, proposer davantage de formations aux réfugié-e-s.
- Établir Berne comme un haut lieu de culture et développement de la promotion culturelle, avant tout en milieu rural.



## **SOUTENIR L'AGRICULTURE INNOVANTE, PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ**

Le canton de Berne s'est certes doté d'une stratégie de biodiversité, mais il n'engage que des moyens limités pour en atteindre les objectifs. Grâce aux interventions des VERT-E-S, le canton est régulièrement amené à rendre des comptes sur les mesures prises. L'offensive bernoise bio favorise la culture, l'offre et la consommation de produits biologiques.

Trop peu de ressources sont investies pour atteindre les objectifs de biodiversité dans le canton de Berne. Les politicien-ne-s bourgeois s'opposent à une plus grande part de biologique et d'autres formes d'agriculture respectueuse de la nature et des sols. Cette politique récompense les exploitations industrielles aux dépens des petites et moyennes fermes. Dans un canton aussi agricole que Berne, il est primordial de rendre l'élevage, l'utilisation des sols, le traitement et la commercialisation plus respectueux de l'environnement, y compris pour atteindre les objectifs climatiques. Le canton a un grand potentiel à cet égard, en particulier grâce à la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires HAFL. Utilisons ce potentiel!





## NOS ENGAGEMENTS :

- Développer les services dédiés à la promotion de la biodiversité et à la lutte contre les néophytes envahissants, mieux préserver les biotopes et autres zones protégées, y compris dans les communes.
- Favoriser la biodiversité dans les zones habitées.
- Renforcer la vulgarisation agricole en matière de climat, d'analyse des cycles, de bien-être animal, de protection des sols, d'accumulation d'humus et de promotion de la biodiversité.
- Mettre en place un programme de soutien aux fermes pilotes respectueuses du climat, encourager la gestion écologique du cycle de l'eau et l'agroforesterie. Soutenir les solutions logistiques pour la commercialisation directe des produits agricoles.
- Prendre des mesures pour une alimentation durable et saine, avec plus d'ingrédients bio frais, de saison et locaux, un focus sur l'alimentation végétale et moins de gaspillage. Les établissements publics qui proposent des repas doivent montrer l'exemple.
- Interdire les pesticides dangereux pour la santé et la biodiversité, renforcer de la protection de l'eau potable, lutter contre la pollution des sols et des eaux par les microplastiques et les PFAS.

Adopté le 29 octobre 2025  
Assemblée des délégué-e-s